

Les professionnels de santé dépassés par la vague de détresse psychologique qui touche les jeunes adultes

Le Monde – 5 juin 2022

Attentats, Covid-19, guerre en Europe, crise climatique... la vague de souffrance psychologique est plus forte que jamais chez les 18-24 ans. Si des mesures nationales ont été prises, elles sont insuffisantes, constate un rapport de l'association Nightline.



ANNA WANDA GOGUSEY

En trois ans, l'activité de soin a changé « *du tout au tout* » au sein du service de santé de l'université de Picardie-Jules-Verne. La vague de détresse psychologique touchant les étudiants, arrivée dans le sillage de la crise due au Covid-19, n'est jamais vraiment retombée. Et avec elle « *l'installation de cas d'une gravité qu'on ne connaissait pas auparavant* », s'inquiète la directrice, Delphine Guérin, médecin, qui cite « *des dépressions très sévères, des syndromes d'anxiété généralisée et des entrées plus fréquentes dans des psychoses* » chez les jeunes qu'elle reçoit désormais. Mais aussi des risques suicidaires plus élevés, avec de « *nombreuses réorientations vers les urgences* » durant l'année.

« *Tout a basculé. Nous gérons des jeunes polytraumatisés, qui se construisent dans une période où se sont enchaînés les attentats, le Covid, la guerre en Europe, et qui font face à la crise climatique* », énumère-t-elle. La prise en charge de ces profils demande davantage de temps pour les services de santé universitaires (SSU) qui, partout en France, sont débordés. Beaucoup alertent, en cette fin d'année universitaire, sur leur incapacité à absorber l'ensemble des demandes, qui affluent sans discontinuer. A Jules-Verne, si le service est passé à deux psychologues à temps plein, « *le délai d'attente pour un rendez-vous est de deux mois : c'est très long quand on va mal* », s'alarme Delphine Guérin.

« **Effets retard** »

Il y a deux ans, la survenue de la crise sanitaire mettait en lumière les problèmes de santé mentale des jeunes. Aujourd'hui, leur prise en charge fait toujours défaut en ville et dans les universités, constate le rapport publié mardi 14 juin par l'association Nightline, qui a mis en place un service d'écoute destiné à la jeunesse. *« En 2020, il y a d'abord eu neuf mois blancs avant que l'Etat se décide à agir. Des efforts ont ensuite été faits, avec l'annonce du chèque psy et de l'embauche de 80 psychologues dans les facs, observe son président, Florian Tirana. Mais cela reste très insuffisant face à l'ampleur de la détresse. »*

L'étude déplore en particulier le manque de personnel dans les établissements pour accompagner psychologiquement les étudiants. On compte aux Etats-Unis un psychologue à temps plein pour 1 300 étudiants, un pour 2 300 au Canada et un pour 2 600 en Irlande. En France, c'est un pour 15 000 étudiants. Le taux est en nette amélioration par rapport à la précédente étude de Nightline, publiée en novembre 2020 et qui faisait état de 28 000 étudiants pour un temps plein. Mais il est toujours plus de dix fois inférieur aux recommandations internationales de l'association Iacs, qui accrédite les services de santé mentale universitaires.

Dans ces conditions, les professionnels éprouvent des difficultés pour faire face à un afflux de jeunes souffrant de problèmes psychologiques. La vague est plus haute que jamais chez les 18-24 ans, malgré la fin des restrictions sanitaires. *« L'impact du Covid-19 sur la santé psychique des jeunes ne se circonscrit pas de façon simple aux confinements, et donne lieu à des effets retard. On est en plein dedans »,* observe Laurent Gerbaud, président de l'association des directeurs de SSU et médecin directeur à l'université Clermont-Auvergne. Dans une enquête de l'Observatoire de la vie étudiante, menée à la fin de l'année universitaire 2020-2021, 43 % des étudiants interrogés présentaient ainsi des signes de détresse psychologique.

« Incertitudes profondes »

Sur la ligne d'écoute de Nightline, le nombre d'appels a fortement augmenté ces derniers mois : + 68 % de prises de contact entre mai 2021 et avril 2022 par rapport à l'année précédente. Avec un phénomène inquiétant : la hausse des appels suicidaires, qui correspondent à 18 % des contacts sur l'année 2021-2022, contre 10 % sur celle qui la précédait. Les appels *« présentant un risque immédiat »* ont, eux, été multipliés par dix et atteignent plus de 8 %. Dans son dernier bulletin, début avril, Santé publique France alertait également sur l'importante augmentation des passages aux urgences pour des idées et gestes suicidaires, avec une courbe nettement en augmentation en 2022 par rapport aux années précédentes pour les 18-24 ans, et surtout chez les jeunes filles.

Les professionnels de santé universitaire voient affluer des jeunes qui ne parviennent plus à se *« projeter dans l'avenir »*. *« Ils se disent que le modèle d'enseignement actuel ne correspond pas aux enjeux du futur et font face à des incertitudes profondes sur le changement climatique, avec le sentiment qu'aucune réponse politique n'est donnée »,* explique Laurent Gerbaud. L'écoanxiété, qui revient fréquemment lors des consultations, fait le lit de troubles dépressifs. *« Les étudiants baignent dans une information anxigène : ils ont du mal à vivre avec ça. Il n'y a plus d'insouciance dans cette génération »,* souligne Delphine Guérin.

Les séquelles de la crise liée au Covid-19, qui a suspendu toute occasion de socialisation à un âge pourtant charnière, ne se sont pas non plus tout à fait estompées. Pour Valentin, 22 ans, qui vivait déjà un mal-être lié à ses *« maigres relations sociales »* et à son poids, *« la crise a*

bien renforcé le sentiment de solitude ». « Avec l'isolement dû au distanciel, il m'arrivait certains soirs d'avoir des pensées noires. J'étais pris de nausées rien que de voir ma fenêtre ouverte, car j'avais peur de sauter. » Depuis, des fragilités ont perduré pour cet étudiant en alternance qui, en l'absence de psychologue dans son école de management, s'est tourné vers des consultations privées. Mais a dû les espacer car trop lourdes financièrement.

« Réponses parcellaires »

Les services de santé expliquent recevoir de plus en plus de cas de pathologies sévères. « *On ne peut plus orienter vers les centres médico-psychologiques et les CHU, car ils sont pleins, avec des listes d'attente sur des mois. Nous devons aller au-delà de nos missions habituelles et prendre en charge des pathologies psychiatriques lourdes* », alerte Florence Hartheiser, médecin directrice à l'université d'Angers. « *Nous devons choisir les cas perçus comme les plus urgents pour les hospitalisations, car tous les lits sont occupés*, déplore en effet Rachel Bocher, cheffe du service de psychiatrie du CHU de Nantes. *Mais on risque de perdre de vue les jeunes laissés en attente, avec un danger de dégradation des risques suicidaires ou des états dépressifs.* »

Si des mesures ont été prises, l'embauche de 80 psychologues à temps plein dans les universités a peiné à se mettre en place. L'association des directeurs de SSU évalue à seulement une quarantaine le nombre d'équivalents temps plein créés in fine – un chiffre semblable aux estimations faites par la Cour des comptes en juin 2021. Cela en raison d'une rémunération peu attractive, mais aussi « *faute de locaux* » pour accueillir du personnel, explique le président de l'association, Laurent Gerbaud. Quant aux postes créés se pose la question de leur pérennisation. « *Les fonds ont été débloqués jusqu'à décembre 2022. Après ça, nous n'avons aucune garantie* », pointe Florence Hartheiser.

Le dispositif Santé psy étudiant – ou chèque psy –, lancé en février 2021 et qui permet un remboursement de huit séances en ville, s'est, lui aussi, révélé bancal. Lourdeur administrative, obligation d'être adressé par un médecin, faibles rémunérations pour les psychologues participants... Peu de professionnels ont accepté d'entrer dans le dispositif. Et beaucoup sont sortis du circuit en cours de route. Il disparaîtra en août, remplacé par le dispositif Mon psy, étendu à la population générale. Une source d'inquiétude pour Florence Hartheiser, qui observe, dans sa région, un nombre encore plus faible de psychologues inscrits sur la nouvelle plate-forme : « *Avec l'élargissement du dispositif, ils risquent d'être débordés.* »

S'agissant du risque suicidaire, « *près de 1 500 secouristes en santé mentale ont été formés dans 30 universités* », indique le ministère de l'enseignement supérieur, qui affirme travailler à leur généralisation. « *Mais toutes ces réponses sont parcellaires*, souligne la médecin Rachel Bocher. *On manque d'un grand plan sur la santé mentale, à l'instar d'un plan cancer, qui soit interministériel, car la solution ne sera pas que médicale pour redonner des horizons à notre jeunesse.* » Début juin, la Défenseure des droits, Claire Hédon, a appelé la première ministre à mettre en place un « *plan d'urgence* » pour la santé mentale des jeunes. Un enjeu majeur, alors qu'une grande partie des troubles psychiatriques se déclarent entre 18 et 30 ans.

Alice Raybaud